



Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'Aquilon

Volume 40 numéro 44
21 novembre 2025



À LIRE PAGES 10 ET 11

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



(PHOTO CRISTIANO PEREIRA)

SANTÉ EN FRANÇAIS

Chercher à améliorer

À LIRE PAGE 3

MUSIQUE

(COURTOISIE ELIZABETH LANDRY)



Les Hay Babies en concert à Yellowknife

À LIRE PAGE 5

ENVIRONNEMENT

Plus de 2 600 sites contaminés dans le Nord



(PHOTO ISTOCK/T SCHOFIELD)

À LIRE PAGE 8



L'Aquilon

PRIX D'EXCELLENCE
DE LA PRESSE FRANCOPHONE

www.mediastenois.ca
contact@mediastenois.ca
5016 48^e Rue, C.P. 456,
Yellowknife, NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiportages : marketing@mediastenois.ca Représentation territoriale GTNO : North Creative advertising@northagency.ca
Responsable éditoriale :	Cécile Antoine-Meyzonnade		Nelly Guidici	
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy	

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

🔊 ÉCOUTEZ L'ÉDITO

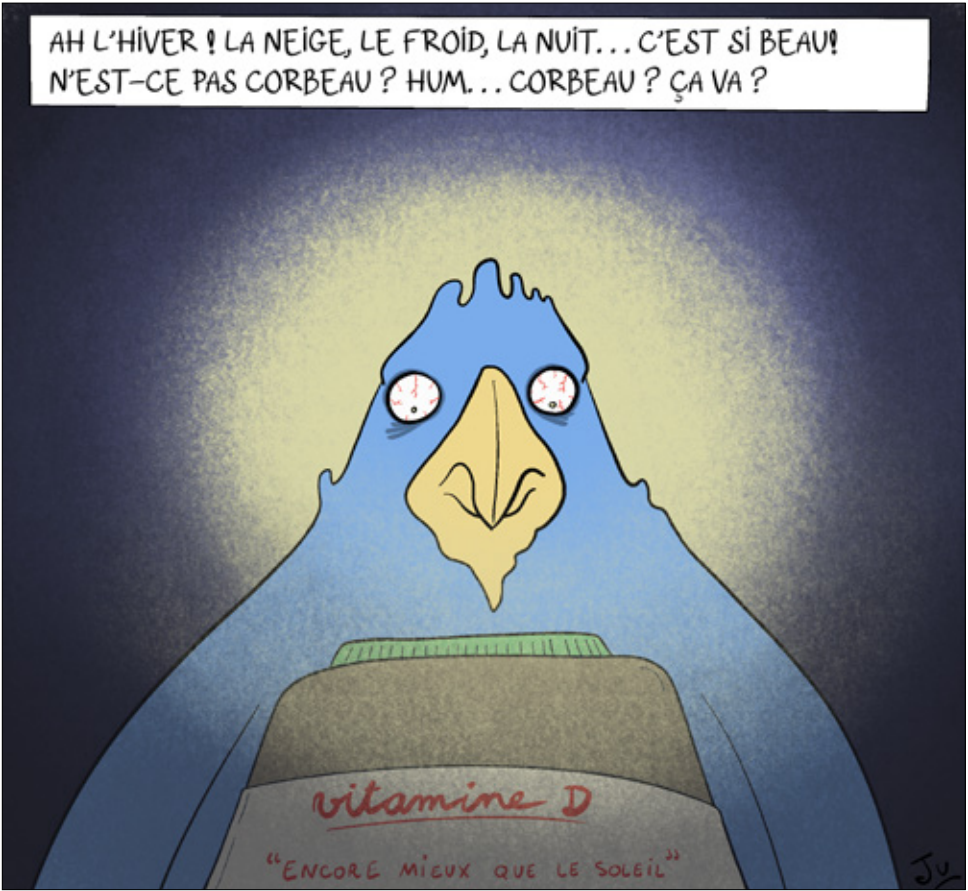
Accélérer le ralentissement

Pour 2050, la Ville de Yellowknife a un objectif direct : zéro émission nette. Un défi très ambitieux et, surtout, il faut le souligner, très encourageant pour notre avenir. Et pourtant, en entendant cette annonce au conseil municipal, on ne peut s'empêcher d'esquisser un sourire. Comment réussir à arriver à un tel résultat ? Ce nouveau Plan d'action climatique trace une route audacieuse pour la décennie à venir, mais le virage reste périlleux. Feux, dégel, déplacement forcés... l'urgence est impossible à nier, les impacts du dérèglement climatique ont lieu sous nos yeux, encore plus pour nous, habitant.e.s du Nord. Néanmoins, entre les objectifs affichés et les moyens concrets, l'écart demeure conséquent. C'est un changement radical que demande la municipalité, un brin en décalage avec la réalité. Rappelons que les émissions, après avoir reculé de 20 % entre 2009 et 2023, sont reparties à la hausse de 16 % au cours des deux dernières années. La croisade est donc double : stopper la dérive et maintenir la confiance du public.

L'administration évoque en outre 70 mesures, six priorités et une feuille de route jusqu'en 2036. Mais derrière ces chiffres se cache une réalité plus prosaïque : à peine 250 000 \$ budgétés pour amorcer la transformation et une dépendance quasi systématique à des fonds externes. Un tel objectif nécessite un financement

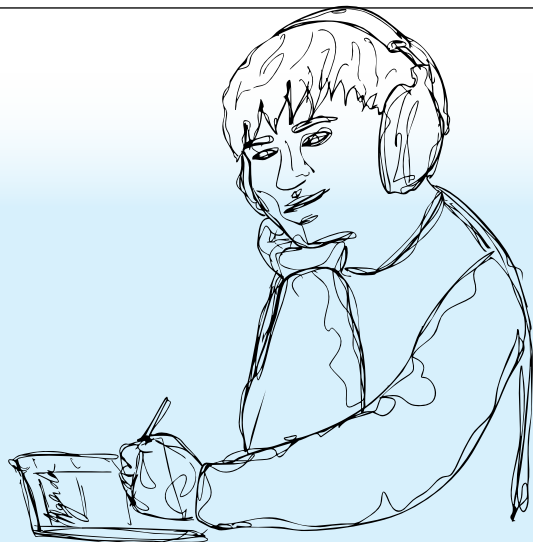
stable, au risque de voir la belle mécanique du plan caler à mi-parcours. Dernier point d'interrogation, le pilotage du plan. Il faut des expert.e.s, des personnes convaincues pour que le changement soit mis en place efficacement. Les avancées et les résultats – s'ils arrivent – doivent être transmis aux citoyens en toute transparence.

Ce plan climatique est une boussole bienvenue, mais encore faut-il qu'il oriente une marche collective. Au-delà des cibles et des bilans, ce sont les choix quotidiens – logements, mobilité, alimentation – qui détermineront si la capitale nordique parvient, enfin, à conjuguer ambition et action.



LE PACTE DE L'EAU

🔊 ÉCOUTEZ TOUS LES ÉPISODES



L'Agenda d'Élodie

🔊 ÉCOUTEZ L'AGENDA

Spectacle de chats

21 NOVEMBRE
Le spectacle de chats, ou *Pussycat ball cat show*, revient à Yellowknife le 21 novembre, de 19 h à 21 h. au Elks Lodge à Yellowknife. Cet événement, organisé par le *Northern Mosaic Network*, célèbrera les félins sous toutes leurs formes avec des [concours de costumes](#), une [exposition de photos](#) et même des chats adoptables de la NWTSPCA. Les amateurs pourront aussi participer à des jeux de *bingo chat* et de *trivia* tout en misant sur des articles de collection. Les fonds amassés seront partagés entre les deux organismes. La soirée promet d'être aussi amusante que ronronnante!

Vente et exposition d'art Tłıchǫ

22 NOVEMBRE
La [vente et exposition d'art Tłıchǫ](#) pour les fêtes revient pour une quatrième édition au Château Nova à Yellowknife, de 10 h à 16 h 30. Elle rassemble plus de 30 artisans du territoire. L'événement, qui a débuté en 2021 avec seulement dix artistes, connaît une croissance impressionnante et attire désormais des milliers de visiteurs. Tu pourras découvrir des œuvres uniques mettant en valeur l'art, la culture et les savoir-faire traditionnels. Les organisateurs s'attendent à une forte affluence et recommandent d'arriver tôt pour profiter de la variété des pièces offertes.

Levée de fonds pour la Jamaïque

22 NOVEMBRE
Le 22 novembre, le Black Knight Pub accueille une soirée reggae au profit des écoles jamaïcaines touchées par l'ouragan Melissa. Organisé par Malini Sengupta et le groupe Newcomers to NWT, l'événement mise sur l'esprit de solidarité et de communauté. Les participants pourront profiter d'une ambiance reggae tout en contribuant à une cause essentielle. L'entrée se fait par don suggéré de 40 \$. Tous les fonds récoltés seront envoyés directement aux établissements scolaires affectés.

Collaborateurs de cette semaine
Oscar Aguirre, Juliana Orthlieb



Une partie de l'équipe du projet « Rendez-vous nordiques ». De gauche à droite : Ernesto Pardo (gestionnaire des programmes et formations), Rosie Benning (directrice de la formation et de l'enseignement), Édouard Debeugny (gestionnaire de projets) et Margarita Sánchez Ovando (enseignante de français). (Photo Cristiano Pereira)

Une solution pour renforcer les soins en français aux TNO ?

Le projet « Rendez-vous nordiques » du Collège nordique cherche à améliorer l'accès aux services de santé en français aux TNO. Formation sur le terrain, jumelage, ateliers et bientôt, un cahier spécialisé, appuient déjà le personnel, de l'accueil aux soins.

Cristiano Pereira – IJL – L'Aquilon

Demander un service de santé en français reste souvent un obstacle aux TNO. Depuis 2023, le Collège nordique – [en parallèle de la tourmente des dernières semaines](#) – espère changer ce constat grâce au projet « Rendez-vous nordiques : santé et services sociaux ». En pratique, cela passe par des formations gratuites, un réseau de mentors francophones et un cahier d'apprentissage conçu pour le contexte nordique.

À l'origine du projet, une opportunité présentée par le Réseau santé de la FFT. Rosie Benning, directrice de la formation et de l'enseignement au Collège nordique, rappelle que ce financement de cinq ans (2023-2028) a été obtenu grâce à la Société santé en français, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection – Promotion – Collaboration, soutenu par Santé Canada.

Trois axes structurent le projet : un programme de jumelage, des ateliers de conversation appelés Café de Paris, et la création d'un cahier d'apprentissage spécialisé, adapté au milieu de la santé. « On crée une ressource d'apprentissage de français additionnel pour les professionnels de la santé », précise Rosie Benning. Il s'agit d'une version « santé » du cahier *Rendez-vous nordiques* publié en 2021, mais cette fois axé sur les interactions dans les soins.

Apprendre en duo

Le programme de jumelage met en contact des apprenants avec des francophones des TNO. La première édition a permis à dix employés du système de santé de pratiquer le français avec dix mentors entre février et juillet 2025. « Tous les sondés ont estimé avoir progressé, de manière légère à considérable », note M^{me} Benning.

Le deuxième groupe vient de démarrer avec sept binômes. Cette fois, moins de participants, mais davantage d'heures

par paire pour renforcer l'apprentissage. Une idée encouragée par le comité consultatif, composé notamment du Réseau TNO santé et de l'Administration des services de santé et des services sociaux (ASTNO), qui donne un retour terrain essentiel.

Ce mentorat s'adresse à tous les travailleurs du secteur, pas seulement aux médecins. « Ce n'est pas que les professionnels de santé. C'est aussi le personnel administratif ou de support qui travaille dans le domaine, ou même les étudiants et les enseignants en santé », insiste Édouard Debeugny, gestionnaire de projets. Pour lui, il s'agit d'aider tous ceux susceptibles d'avoir un contact avec des patients francophones à interagir efficacement.

Café de Paris, version hôpital

En parallèle, des ateliers de conversation hebdomadaires sont proposés en ligne et au Collège. Les sessions réunissent des participants pour pratiquer le français sur des sujets liés au domaine médical. Les contenus s'adaptent progressivement. La formule est volontairement flexible. M. Debeugny insiste sur le fait que le Café de Paris n'a rien d'un cours contraignant, contrairement à ce que certains pourraient croire. Les ateliers sont indépendants les uns des autres : [chacun peut y participer librement, même ponctuellement](#) ou pour une seule partie de la séance.

Au-delà de la langue

Pour le Collège nordique, l'enjeu est bien plus que linguistique. « On sait que les gens qui veulent accéder aux soins en français ont généralement du mal à le trouver ici, malgré les obligations légales », explique Édouard. Et la langue peut jouer un rôle déterminant : « Une personne

bien servie en français a plus de chances de recevoir les soins qu'il faut pour guérir », avance Rosie, en s'appuyant sur des études.

Prochaines étapes : la publication du cahier d'apprentissage, prévue d'ici mars, et le lancement d'une nouvelle cohorte de mentorat au printemps. En attendant, l'équipe souhaite aussi élargir son réseau de mentors : « Ce serait intéressant d'avoir plus de mentors qui sont aussi professionnels de la santé », lance Rosie, pour enrichir les échanges et la pertinence du vocabulaire.

Et aux francophones qui lisent ces lignes, les responsables du projet rappellent l'importance de faire circuler l'information auprès de celles et ceux qui pourraient en bénéficier. L'offre active en sera renforcée et, ainsi, plus de personnes pourront bénéficier de services dans leur langue maternelle.



Soirée de lancement du programme de jumelage : la communauté rassemblée pour marquer le début de cette aventure collective. (Courtoisie)



Le Conseil municipal de Yellowknife a débattu la gouvernance du futur Plan d'action climatique, notamment du recours à un comité d'experts. (Photo Cristiano Pereira)

Plan climat : Yellowknife veut accélérer la transition

Un vaste document oriente les priorités pour les prochaines années.
Les discussions s'intensifient sur la faisabilité et le rythme de sa mise en œuvre.

Cristiano Pereira – IJL – L'Aquilon

Réduire les émissions, adapter les infrastructures, préparer la communauté aux impacts déjà visibles du réchauffement... le nouveau plan climatique de la Ville de Yellowknife fixe le cap pour les dix prochaines années. Présenté le 10 novembre dernier pendant une réunion du Comité de gouvernance et des priorités du conseil municipal, il a été accueilli avec sérieux, mais aussi avec de réelles interrogations sur les moyens de le concrétiser.

Le Plan d'action climatique 2026-2036 est un document ambitieux qui cherche à remplacer l'ancien plan énergie et climat 2015-2025. « Ce plan est le premier qui combine l'assouplissement et l'adaptation, parce que continuer comme aujourd'hui n'est pas une option », a expliqué Grace Shaan, coordonnatrice de l'environnement et du climat à la Ville de Yellowknife.

Zéro émission d'ici à 2050 ?

Le document de près de 100 pages propose trois axes essentiels : réduire les émissions, s'adapter aux risques climatiques, et améliorer la résilience collective, notamment

face à des impacts déjà bien présents. « Nous avons vu des évacuations communautaires liées aux feux de forêt, des infrastructures abimées par le dégel du pergélisol, et des changements dans notre mode de vie », a rappelé M^{me} Shawn en ouverture.

Selon les données récentes, les émissions de la ville ont baissé de 20 % entre 2009 et 2023, mais ont augmenté de 16 % au cours des deux dernières années. Sans action supplémentaire, Yellowknife ne parviendra pas au net zéro d'ici à 2050 : les projections montrent un écart de près de 200 000 tonnes d'émissions.

70 mesures pour agir

Face à ce constat, l'administration propose 70 actions réparties en six thèmes clés. Ces derniers proposent la décarbonisation des bâtiments municipaux, l'amélioration des infrastructures de transport actif ou encore, une meilleure gestion des déchets et un appui à la production alimentaire locale. L'ensemble repose sur des principes directeurs comme la faisabilité, la mesure de l'impact, et un partenariat actif avec les gouvernements autochtones et le GTNO.

Le financement et la gouvernance des prochaines étapes ont rapidement été évoqués. Un budget d'environ 250 000 \$ est prévu pour 2026, mais de nombreuses actions dépendront de financements externes.

Choisir le bon modèle de suivi

Du côté des élus, le ton est resté globalement favorable, mais lucide. Le conseiller Ryan Fequet a salué « tout le processus d'engagement très solide derrière ce plan » et espère que ce type de consultation « deviendra la norme pour des projets aussi complexes ».

Mais c'est surtout la gouvernance du plan qui a suscité un débat. Plutôt que de créer un comité politique, le conseiller Garrett Cochrane a plaidé pour une approche plus technique : selon lui, « ce serait mieux d'avoir un comité opérationnel, avec des experts, plutôt que de créer un comité politique où nous, comme élus, n'avons pas forcément l'expertise nécessaire ».

Le plan d'implémentation sera présenté au premier trimestre de 2026. D'ici là, les élus veulent s'assurer que ce document majeur ne reste pas un vœu pieux. Comme l'a souligné M^{me} White : « Ce plan jette les bases, mais les cibles et les outils pourront évoluer au fil de la mise en œuvre. »

Vers une taxe pour forcer le développement des lots vides

Les conseillers de Yellowknife se sont dits favorables, lundi soir, à une nouvelle série d'outils « coercitifs » pour stimuler le développement des terrains vacants et s'attaquer aux propriétés délabrées ou sous-utilisées partout en ville.

Réunis en comité de gouvernance et des priorités, ils ont entendu une présentation conjointe de l'administration sur la possibilité de créer une nouvelle catégorie de taxation pour les terrains vacants et d'adopter un règlement encadrant les bâtiments vacants et abandonnés.

Le directeur municipal Stephen Van Dine a rappelé que les précédents conseils avaient déjà abordé ce dossier, mais jamais

avec autant de profondeur. Il a prévenu que le travail serait un investissement à long terme : même si les élus actuels ne voient pas les résultats avant la fin de leur mandat, les outils resteraient en place « pour que d'autres puissent s'en servir ».

La directrice du développement économique et de la stratégie, Kerry Thistle, a confirmé que la Ville dispose du pouvoir légal, en vertu de la Loi sur l'évaluation et la taxation foncières, de créer une nouvelle catégorie de taxation. Mais comme le territoire ne définit pas ce qu'est un terrain vacant, Yellowknife devra innover. « On est un peu en train d'inventer la roue, même si c'est permis par la législation territoriale », a-t-elle expliqué.

Mais qu'est-ce qu'un terrain vacant ?

L'un des principaux défis sera donc de préciser ce qui est considéré comme vacant. M^{me} Thistle et la directrice de l'aménagement et du développement, Charsley White, ont insisté sur la différence entre un terrain nu, un lot avec fondation inutilisée, un bâtiment délabré

et un usage actif comme un stationnement ou un entrepôt extérieur. M^{me} White a rappelé qu'« environ 40 % de notre centre-ville, ce sont des terrains de stationnement en surface », souvent exigés par les anciens règlements de zonage et liés par des servitudes à des immeubles voisins.

Ces décisions héritées compliquent toute tentative de taxer ou de pénaliser le stationnement à faible densité. Lever ces servitudes pourrait permettre à certains lots de profiter des mesures incitatives au développement, a-t-elle noté, mais plusieurs terrains appartiennent à d'autres gouvernements ou à de grands propriétaires institutionnels.

Les conseillers ont, dans l'ensemble, appuyé une approche mixte : une nouvelle catégorie de taxation pour les terrains vacants appliquée à l'échelle de la ville, combinée à un règlement inspiré de Whitehorse qui obligerait les propriétaires de bâtiments vacants ou inoccupés à obtenir un permis annuel assorti de frais croissants. M. Van Dine a rappelé que la taxation « n'est pas un outil agile », mais qu'elle peut amener les propriétaires à reconsidérer la durée pendant laquelle ils conservent un bien sous-utilisé.

Les élus ont discuté des prochaines étapes du plan climat, notamment de l'élaboration d'un plan d'implémentation attendu en 2026. (Photo Cristiano Pereira)

Avec Les Hay Babies, un « tintamarre » acadien attendu à Yellowknife

Dans le cadre de la tournée Coup de cœur francophone, Les Hay Babies s'arrêtent à Yellowknife le 24 novembre au Black Knight. En entrevue, l'une des membres du groupe acadien, Vivianne Roy, nous a parlé de cette amitié qui les lie et de leur nouvel album *Tintamarre* inspiré de la Louisiane.

Élodie Roy

Le trio acadien, Les Hay Babies, s'arrête à Yellowknife le 24 novembre, dans le cadre de la tournée Coup de cœur francophone, pour un spectacle présenté par l'Association francophone culturelle de Yellowknife (AFCY) au Black Knight. Formé de Julie Aubé, Katrine Noël et Vivianne Roy, le groupe célèbre quinze ans d'amitié, de création et d'explorations musicales. Ces dernières les ont menées du folk indie aux sonorités rock des années 70, jusqu'aux rythmes festifs louisianais de leur tout récent album *Tintamarre*.

« L'énergie est différente partout »

La tournée, déjà bien entamée, s'est révélée particulièrement touchante selon la musicienne. Elle mentionne notamment leur passage au Minotaure, à Gatineau, où elles ont retrouvé plusieurs Acadiens établis dans la région : « L'énergie est différente partout. On apprend à connaître nos publics de ville en ville et on reçoit tellement d'amour. »

Au fil des années, Les Hay Babies ont façonné un univers musical en constante évolution. Leur plus récent virage s'inspire des jukebox louisianais, de Dr John et du blues du Sud. Une direction née d'un séjour inspirant. « On est allées en Louisiane pour vivre la culture musicale sur place. Ça a réveillé beaucoup d'affaires en nous, autant liées à nos influences qu'à nos racines acadiennes », raconte Vivianne Roy. Cette introspection a nourri *Tintamarre*, un album chaleureux qui célèbre la joie de vivre et le patrimoine culturel acadien.

Vivre l'ambiance du Nord

Viviane Roy avoue avoir hâte de vivre l'ambiance du Nord et d'en ressentir la communauté. La musicienne souhaite que les spectateurs repartent avec un grand sourire et une dose d'inspiration. Pour elle, la musique est une façon d'archiver la culture francophone à travers le pays : « Il y a des francophones partout. C'est important de continuer à créer, à montrer qu'on est là. »

Avec leur énergie contagieuse et leurs harmonies bien ancrées, Les Hay Babies promettent une soirée mémorable.



La couverture de leur tout nouvel album *Tintamarre*, présenté sur la tournée Coup de cœur francophone. (Courtoisie Les Hay Babies)

LES PORTES OUVRENT À 18 H ET LE SPECTACLE DÉBUTE À 19 H 30.
À CONSOMMER SANS MODÉRATION À PARTIR DE 19 ANS !



Un des nombreux spectacles du réputé trio acadien Les Hay Babies. (Courtoisie Sonia Cesaratto)



Pêches et Océans
Canada

Fisheries and Oceans
Canada

Avis aux pêcheurs commerciaux Grand lac des Esclaves

Pêches et Océans Canada (MPO) élabore un Plan de gestion intégrée des pêches (PGIP) pour le Grand lac des Esclaves. Le Plan guidera l'utilisation durable des ressources halieutiques du lac.

Si vous êtes un pêcheur commercial sur le Grand lac des Esclaves, ou si vous avez déjà exercé la pêche commerciale sur ce lac, votre expérience est essentielle. Le MPO veut entendre votre point de vue sur l'état de la pêche, les difficultés auxquelles vous faites face, et ce qui peut être amélioré.

Réunions publiques

Le MPO tiendra des réunions publiques afin de recueillir les commentaires des pêcheurs :

Hay River—25 novembre 2025

Heure : De 17 h à 20 h

Lieu : La Légion royale canadienne, 7, route Nahanni, Hay River

Yellowknife—27 novembre 2025

Heure : De 17 h à 20 h

Lieu : Elks Lodge 314, 4919, 49e Rue, Yellowknife

Pour obtenir plus d'information, communiquez avec Michael Kee, agent principal, Gestion des pêches du MPO : Michael.Kee@dfo-mpo.gc.ca ou au 1-431-334-9019.



<https://www.dfo-mpo.gc.ca/about-notre-sujet/engagement/2025/great-slave-lake-grand-lac-esclaves-fra.html>

Le Nunavut est-il en voie d'obtenir une université ?

Iqaluit, Cambridge Bay, Rankin Inlet ou Arviat deviendra-t-elle la collectivité hôte de l'Université Inuit Nunangat ? Ces quatre municipalités comptent parmi les huit communautés finalistes désignées par l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) pour accueillir ce futur établissement d'enseignement postsecondaire.

Karine Lavoie, IJL – Le Nunavoix

En plus des quatre communautés du Nunavut, les autres finalistes nommées par l'ITK sont Inuvik, dans la région désignée des Inuvialuit, Nain, au Nunatsiavut ainsi que Puvirnituq et Kuujuaq, au Nunavik. Toutes ces municipalités avaient jusqu'au 30 octobre 2025 pour signifier leur intérêt à poursuivre le processus de sélection. Au moment d'écrire ces lignes, ITK n'était pas en mesure de nous confirmer qui demeurerait en lice.

L'organisation inuit prévoit choisir son campus principal plus tard cette année dans le but d'ouvrir en 2030. Il est anticipé que l'école accueille une centaine d'étudiants et 80 membres du personnel.

Une offre de formation pour les Inuit

L'Université Inuit Nunangat a pour objectif d'autonomiser les étudiants grâce à une éducation ancrée dans la culture inuit, de favoriser la collaboration régionale et mondiale et de défendre la liberté intellectuelle. Elle s'engage à former les futurs dirigeants et chercheurs inuit qui incarnent et font progresser les valeurs et traditions inuit. Dans une déclaration récente, le maire d'Iqaluit Solomon Awa a affirmé que la capitale serait un « endroit idéal » pour l'établissement.

Le maire du hameau d'Arviat prône également pour que sa collectivité en sorte gagnante. Joe Savikataaq Jr croit que sa communauté serait un lieu tout à fait approprié pour accueillir cet établissement en raison de sa richesse au niveau de la culture, de la langue et des modes de vie inuit. Il estime que ce projet profiterait à



Le professeur Jean-Luc Ratel soulève que les étudiants inuit font encore face à plusieurs obstacles lorsqu'ils poursuivent leurs études dans le sud. (Courtoisie Service des communications de l'UQAC)

toute la région : « Avec l'augmentation de la population, davantage de services seront nécessaires, ce qui permettra à d'autres secteurs de se développer », poursuit-il.

Selon lui, Arviat répond à tous les critères de sélection : « Nous disposons des terrains, nous sommes en position de nous agrandir et sommes en mesure de fournir ce qu'il faut en matière d'eau, d'eaux usées, de gestion des déchets et d'électricité ». Joe Savikataaq Jr souligne que le conseil municipal soutient unanimement cette initiative et qu'à ce jour, aucun désaccord n'a été signa-

lé à la municipalité qui entrevoit pour le moment quelques sites potentiels.

Également contactées pour commenter, les autres communautés du Nunavut impliquées dans le processus, soit Cambridge Bay et Rankin Inlet n'ont pas donné suite à notre courriel. La ville d'Iqaluit n'avait pour sa part aucune remarque à formuler à ce moment-ci.

Jean-Luc Ratel est professeur régulier en fondements de l'éducation et approches culturelles au département des sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Il considère que la présence d'un tel établissement dans l'Inuit Nunangat est nécessaire et croit que ce sera une excellente manière de favoriser le mieux-être inuit en formant des professionnels dans tous les domaines et plus particulièrement dans ceux associés aux besoins en enseignement, dans les services sociaux et plus largement, au développement économique et culturel des collectivités inuit. « Nous savons déjà que la plupart des étudiants inuit souhaitent retourner dans leurs communautés après leurs études pour y vivre et y travailler, mais le plus grand défi consiste actuellement à développer une offre de formation accessible géographiquement et culturellement dans l'Inuit Nunangat », dévoile-t-il.

Ratel estime qu'il est essentiel de former davantage d'enseignants inuit, les mieux placés pour valoriser le savoir traditionnel auprès de leurs apprenants, ce qu'une initiative comme l'Université de l'Inuit Nunangat pourra certainement contribuer à améliorer.

Les défis au sud pour de nombreux jeunes

Malgré qu'il juge que des avancées considérables ont été réalisées au fil des dernières décennies, Jean-Luc Ratel sou-

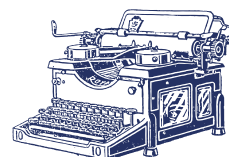
tient que les étudiants inuit doivent encore composer avec plusieurs obstacles lorsqu'ils se dirigent vers le sud pour poursuivre leur cheminement scolaire. Il cite notamment des défis en lien avec la période de transition nécessaire pour faire face au métier d'apprenant, à la vie en ville et à un certain choc culturel.

À cela, il ajoute l'important enjeu de la conciliation études-travail-famille, et plus spécialement celle des études et de la famille, puisque les élèves sont souvent eux-mêmes parents et doivent alors choisir entre quitter avec leur famille ou le faire seuls. « Pour ceux qui déménagent avec leur famille, une grande contrainte concerne la recherche d'un logement abordable, un phénomène qui s'est accentué dans toutes les grandes villes et qui touche plus particulièrement les étudiants en raison de leurs revenus moindres et de leurs déménagements plus fréquents », affirme le professeur, qui souligne au passage des obstacles supplémentaires liés au racisme et à la discrimination dans la quête d'un loyer.

Jean-Luc Ratel mentionne également la discrimination associée à la maîtrise de l'anglais. Une enquête réalisée auprès d'étudiants inuit à laquelle il a participé en 2021, Postsecondary Inuit Students From Nunavut Pathways: When Students' Satisfaction Meets Language Discrimination révèle que les élèves qui conversaient principalement anglais à la maison étaient généralement, mieux préparés et plus satisfaits de leurs études postsecondaires que ceux qui parlaient majoritairement une langue inuit. « C'est aussi une grande injustice de constater que les étudiants inuit doivent se conformer à une logique d'intégration à un système scolaire d'une autre culture plutôt qu'une logique d'inclusion pour autant souvent défendue par les établissements postsecondaires », conclut le professeur qui mentionne finalement des embûches liées aux coûts et à l'éloignement.



Le maire d'Arviat Joe Savikataaq Jr croit que sa collectivité possède les atouts pour accueillir l'Université Inuit Nunangat. (Courtoisie)



Droits de la personne et violence fondée sur le genre



Charles Dent

*Président de la Commission
des droits de la personne des TNO*

La violence fondée sur le genre désigne toute discrimination ou tout mauvais traitement à l'encontre d'une ou de plusieurs personnes en raison de leur sexe, de leur identité de genre, de leur expression de genre ou de leur orientation sexuelle. Si tout le monde peut être victime de violence fondée sur le genre, la plupart des personnes touchées s'identifient comme femmes.

Le 25 novembre marque la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. À cette occasion, nous tenons à souligner que la violence fondée sur le genre demeure l'un des actes de violation des droits de la personne les plus persistants au Canada. Cette journée porte également un message important pour les femmes et les enfants autochtones, tout particulièrement dans le Nord : la violence continue de menacer des vies, des familles et des communautés. Notre réponse doit être ancrée dans les principes de justice, de respect et des droits de la personne.

La violence fondée sur le genre touche certes des gens un peu partout, mais ses répercussions sont inégales : l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées révèle que les femmes autochtones sont nettement plus susceptibles que les femmes non autochtones d'être victimes de violence, notamment d'agressions sexuelles, de maltraitements conjugaux, de trafic d'êtres humains et d'homicides. Ces actes de violence sont autant de symptômes de problèmes systémiques plus profondément enracinés dans le colonialisme, le racisme, le sexisme et la pauvreté.

Aux Territoires du Nord-Ouest (TNO), de nombreuses collectivités autochtones ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour venir en aide aux victimes de violence. Face à l'accès limité aux refuges d'urgence, aux services juridiques, aux traitements des dépendances, aux services de soutien en santé mentale et aux soins de santé d'urgence, les femmes et les enfants sont souvent à court d'options pour échapper aux situations de maltraitance ou pour obtenir l'appui dont ils et elles ont besoin au sein de leur propre collectivité.

L'héritage des pensionnats autochtones, le système de protection de l'enfance et les discriminations systémiques persistantes ont tous contribué à déchirer les structures familiales et communautaires traditionnelles. De nombreux enfants autochtones se retrouvent dès lors à grandir dans des environnements marqués par l'instabilité et le traumatisme, ce qui peut contribuer à perpétuer les cycles de violence et d'inégalité.

Cette situation est totalement inacceptable du point de vue des droits de la personne. Chaque femme et chaque enfant a le droit de vivre sa vie libre de toute violence, de se sentir en sécurité chez soi et dans sa collectivité, et d'être traité avec dignité et respect. Il s'agit là de droits reconnus sur le plan international, dans le cadre notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais qui se retrouvent aussi dans les lois et les politiques du Canada. Ces droits inscrits sur papier doivent toutefois se traduire par la mise en place de véritables mesures de protection.

Abolir la violence fondée sur le genre n'est pas du seul ressort des gouvernements : cela nécessite des efforts collectifs de la part des familles, des écoles, des lieux de travail et des collectivités. Nous devons admettre que les auteurs de ces faits sont majoritairement des hommes, et la société doit confronter la population masculine au rôle qu'elle joue dans la perpétuation de ces actes, une responsabilité qui va bien au-delà des systèmes juridiques et des politiques publiques. Les hommes doivent se tenir responsables les uns les autres, dénoncer le sexisme et la misogynie lorsqu'ils en sont témoins, et remettre en question les attitudes toxiques à l'œuvre dans leurs cercles sociaux. Il est crucial qu'ils assument la responsabilité de leurs actes et qu'ils prennent conscience de l'effet qu'ils peuvent avoir, non seulement sur les femmes qu'ils blessent, mais aussi dans le maintien en place d'une culture axée sur la violence. Il n'est pas seulement question de protéger les femmes, mais de changer les comportements, les attitudes et les croyances qui permettent de faire perdurer ces abus. Les hommes ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'une société plus sécuritaire et plus respectueuse pour chacun et chacune.

Notons toutefois que la violence fondée sur le genre ne concerne pas que les femmes. Cette réalité peut toucher n'importe qui, indépendamment du sexe, de l'identité de genre, de l'expression de genre ou de l'orientation sexuelle. Nous devons tous et toutes travailler main dans la main pour donner lieu à un monde synonyme de plus de sécurité et d'inclusion pour l'ensemble de la population. Fondamentalement, la lutte contre la violence fondée sur le genre, c'est la lutte pour la dignité humaine.

La Commission des droits de la personne des Territoires du Nord-Ouest fournit des renseignements sur les droits et les responsabilités définis dans le cadre de la Loi sur les droits de la personne, notamment la protection contre les mauvais traitements au motif du genre, de l'identité de genre, de l'expression de genre, du sexe, de la grossesse et de l'orientation sexuelle. Toutes les demandes effectuées auprès de la Commission sont confidentielles, c'est-à-dire que personne ne saura quel sujet a été abordé. La Commission peut aussi apporter son aide lors du processus de dépôt de plainte ou lorsqu'il s'agit d'améliorer la culture en milieu de travail ou de trouver les mesures d'adaptation nécessaires aux membres du personnel victimes de violence familiale.

Vous trouverez sur notre site Web des renseignements sur les droits de la personne, de même que sur le harcèlement sexuel, le genre, l'identité et l'expression de genre, et le sexe et l'orientation sexuelle. La Commission des droits de la personne dispose par ailleurs de ressources à l'intention des employés et des employeurs, des clients et des fournisseurs de services, et des locataires et des locuteurs. N'hésitez pas à visiter notre site Web à l'adresse droitsdelapersonnetno.ca, à nous appeler au numéro sans frais 1-888-669-5575 ou à prendre rendez-vous avec l'un de nos agents aux droits de la personne si vous avez des questions à propos de votre situation personnelle. Nous sommes là pour discuter avec vous.



COMMISSION
DES DROITS DE LA PERSONNE
DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Le réchauffement climatique ravive les risques de contamination des anciens sites militaires

ÉCOUTEZ ZONE ARCTIQUE

Une étude de l'université McGill, publiée le 19 août dernier dans le journal *Hydrological Processes*, examine comment le changement climatique pourrait aggraver la propagation des contaminants d'anciens sites de la guerre froide dans l'Arctique canadien.

Nelly Guidici

Le nombre de sites contaminés à travers l'arctique circumpolaire est choquant selon Jeffrey McKenzie, professeur de sciences de la Terre et des planètes à l'Université McGill à Montréal et coauteur de l'étude.

Selon le Bureau du vérificateur général du Canada, en mars 2023, il y avait 24 109 sites contaminés dans l'ensemble du Canada, dont 2 627 dans le Nord, c'est-à-dire au-delà du 60° parallèle. « C'est un sujet qui m'intéresse beaucoup en tant que scientifique. Dans le cadre de mes recherches, je me concentre sur les eaux souterraines, l'eau qui est stockée et se déplace dans le sous-sol, car je pense que c'est un enjeu important. »

Le site sélectionné dans le cadre de cette recherche se trouve sur l'île de Brevoort, toute proche de l'île de Baffin, et sur la ligne Distant Early Warning Line (DEW). Sous l'impulsion du gouvernement américain au début des années 1950, le gouvernement canadien a donc construit 63 stations radars à longue portée à travers l'Arctique, au-delà du 69° parallèle, dont 42 se trouvaient au Canada, explique M. McKenzie.

DES VESTIGES DE LA GUERRE FROIDE

Dans le contexte de la Guerre froide, cette chaîne de stations radars dans l'Arctique devait permettre de détecter des bombardiers russes provenant du pôle Nord.

C'est sur le site de l'ancienne station radar BAF-3 que l'équipe des chercheurs a étudié l'impact de l'augmentation des températures et des précipitations sur le pergélisol et la circulation des eaux souterraines. En effet, de vieux barils rouillés gisent encore sur le site et de potentielles fuites de carburants et de produits chimiques pourraient contaminer l'environnement.

« Ce site est unique puisqu'il est l'un des rares endroits où nous pouvons modéliser les processus hydrauliques changeants qui pourraient augmenter les risques de contamination dans le Haut-Arctique », a déclaré Selsey Stribling, titulaire d'un doctorat et coauteur de l'étude. « Nous étions très intéressés par cette idée et par la compréhension du comportement des eaux souterraines à cet endroit. »



© Courtoisie Alex Tran, McGill University

Jeffrey MacKenzie est coauteur d'une récente étude qui examine comment le changement climatique pourrait aggraver la propagation des contaminants d'anciens sites de la guerre froide dans l'Arctique canadien.

Jusqu'à maintenant, les eaux souterraines du Haut-Arctique ont été peu étudiées en raison des coûts extrêmes et des défis logistiques que cela représente.

meilleure élucidation des facteurs qui régissent la dynamique et les mouvements des eaux souterraines ainsi que des implications sur la façon dont les contaminants pourraient également se déplacer dans le sous-sol, selon les chercheurs.

DES CONTAMINANTS EN MIGRATION

Une question réside pour le professeur : comment le changement climatique affecte-t-il la mobilisation de ces contaminants ? Cette région, très isolée dans l'Arctique, est soumise aux assauts du réchauffement climatique et la question est de savoir comment l'augmentation des températures et des précipitations ouvre de nouvelles voies de propagation des contaminants souterrains.

Pendant l'été, plus chaud, les eaux souterraines peu profondes sont mobilisées et peuvent favoriser la migration des contaminants, peut-on lire dans l'étude.

À la lumière des résultats, M. MacKenzie a été surpris. Il a découvert que si les deux phénomènes se produisaient simultanément, c'est-à-dire s'il fait plus chaud et plus humide, cela modifierait fortement la quantité d'eau qui s'infiltre et circule dans le sous-sol. « Nous ne nous attendions pas à ce qu'il y ait une sorte de rétroaction entre l'augmentation des températures et l'augmentation des précipitations », explique le chercheur.

Les résultats de cette étude constituent une première étape. La suite permettra une

QUELS IMPACTS POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Alors que le site fait aujourd'hui partie de la ligne de défense du Nord, il n'a pas été assaini depuis de nombreuses décennies. La compréhension des niveaux de pollution potentielle, par la modélisation, est une étape importante avant une phase de décontamination, explique M. MacKenzie.

« Cela coûte extrêmement cher de nettoyer les sites contaminés dans le Sud ou dans le Nord. Il faut comprendre ce qui se passe sur le site avant de commencer à investir de l'argent pour le nettoyer, car c'est une entreprise majeure », pense M. MacKenzie.

Cependant, le chercheur se dit extrêmement préoccupé par les effets potentiels sur la biodiversité. En effet, la faune s'abreuve régulièrement à un lac d'eau douce proche du site. À l'heure actuelle, aucun contaminant n'a été détecté dans ce lac, « mais notre étude indique qu'il y a une probabilité plus élevée que cela se produise à l'avenir, ce qui renforce la nécessité de nettoyer ce type de site. »

ÉQUILIBREZ votre vie. VIVEZ pleinement.



Venez travailler avec nous!

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) offre des programmes et des services à plus de 44 000 résidents répartis dans 33 collectivités à travers les Territoires du Nord-Ouest. Pour remplir cette mission, nous avons besoin d'une équipe talentueuse et diversifiée d'employés dévoués et représentatifs du public que nous servons.

Faire carrière au GTNO, c'est saisir l'occasion d'avoir un métier qui a du sens, tout en bénéficiant d'un généreux salaire et d'avantages sociaux intéressants (retraite, congés payés, assurance-maladie).

Consultez le site www.travaillezaugtno.ca dès aujourd'hui. Découvrez les dernières offres d'emploi et rejoignez notre groupe de talents afin de recevoir des avis automatiques pour les postes qui vous intéressent.

www.travaillezaugtno.ca

Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

📷 Courtoisie IISD-ENB

Convention de Minamata : des avancées majeures pour réduire la pollution au mercure



Plusieurs membres des collectivités inuites du Canada ont siégé dans le caucus autochtone aux côtés de représentants de groupes autochtones de l'Amazonie. Le président par intérim du Conseil Circumpolaire Inuit du Canada, Herb Angik Nakimayak (à droite) était présent à la Convention.

La sixième Conférence des parties (COP) à la Convention de Minamata sur le mercure s'est tenue du 3 au 7 novembre dernier à Genève, en Suisse. Selon la délégation canadienne présente, la réunion a été fructueuse et collaborative.

Nelly Guidici

La convention de Minamata sur le mercure est une convention internationale développée sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et qui vise à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes du mercure.

Créée en 2013, elle se tient tous les deux ans et réunit 128 pays signataires. Cette année, plus de 1000 personnes étaient présentes et près de 4000 ont suivi les réunions en ligne. Les parties ont adopté 22 décisions visant à faire progresser l'objectif de la Convention, qui est de protéger la santé humaine et l'environnement contre la pollution par le mercure.

Dans son discours de clôture, le président de la COP-6, Osvaldo Álvarez Pérez (Chili), a souligné la discipline, la flexibilité et l'unité d'intention qui continuent de faire progresser la Convention : « Merci à tous pour votre confiance, votre humour et votre coopération inlassable. Grâce à votre créativité et à votre engagement, nous avons fixé de nouveaux objectifs ambitieux et, ensemble, nous avons laissé le mercure un peu plus loin derrière nous. »

Alors que toutes les décisions sont adoptées par consensus, M^{me} Dickson, gestionnaire des Substances organiques et métaux à Environnement et Changement climatique Canada et cheffe de la délégation canadienne, estime que la collaboration et le dialogue sont au cœur des discussions qui font de cette convention un succès. « Tout le monde est venu travailler de bonne foi et des progrès ont été réalisés sur certaines questions importantes », a-t-elle indiqué.

DES PROGRÈS NOTABLES

Parmi les avancées notables, Alison Dickson liste l'accord sur la proposition du Canada de faire avancer les travaux sur le commerce mondial et l'approvisionnement en composés du mercure. Également, la décision de renforcer l'engagement avec les peuples autochtones dans le cadre de la Convention. En outre, les Parties ont convenu d'intensifier leurs efforts pour réduire l'utilisation du mercure dans l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle et de soutenir la transition vers des pratiques sans mercure en promouvant des approches plus durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement en or, explique-t-elle.

Dans le passé, le Canada a réduit ses émissions anthropiques de mercure de plus de 95 %. Cependant, une très grande partie de la pollution au mercure résultant de l'activité humaine se déposant au Canada provient de sources extérieures au pays.

Selon M^{me} Dickson, le gouvernement du Canada est préoccupé par les effets du mercure sur l'environnement et les populations. Le Canada et d'autres pays reconnaissent également les liens entre la pollution par le mercure et d'autres problèmes environnementaux, tels que le changement climatique et la perte de biodiversité. La coopération s'intensifie au niveau international pour mener des actions combinées visant à traiter toutes ces questions. « C'est pourquoi nous travaillons d'arrache-pied avec nos partenaires dans le cadre de la Convention de Minamata pour lutter contre

le mercure et veiller à ce que le traité atteigne son objectif », ajoute-t-elle.

Le Canada a modifié en 2024 le règlement sur les produits contenant du mercure afin de restreindre davantage la fabrication et de se conformer à ses engagements au titre de la Convention de Minamata. Entre 2026 et 2035, « ces modifications devraient permettre de réduire de 681 kg la quantité de mercure rejetée dans l'environnement canadien », explique M^{me} Dickson.

LA VOIX DES INUVALUITS À LA COP

Le président par intérim du Conseil circumpolaire inuit du Canada, Herb Angik Nakimayak était présent à la Convention. Des progrès très significatifs ont été accomplis et la perspective des peuples autochtones est mieux prise en compte aujourd'hui, selon M. Nakimayak. Celui-ci a été élu à la 18^e Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest en novembre 2015 en tant que député pour la circonscription de Nunakput.

« Au fil du temps, nous avons établi d'excellentes relations de travail avec le Canada. En ce qui concerne la Convention de Minamata, le Canada nous a beaucoup inclus, nous les Inuits, ainsi que les données (collectées) que nous apportons à cette convention, et a fait entendre notre voix » explique-t-il.

Le Canada a su défendre « nos intérêts lors des négociations et veiller à ce que les voix des peuples autochtones soient entendues, que les peuples autochtones soient inclus et que nos déclarations soient trans-

mises aux instances concernées », ajoute-t-il. Cette année, plusieurs membres des collectivités inuites du Canada ont siégé dans le caucus autochtone aux côtés de représentants de groupes autochtones de l'Amazonie.

L'intérêt manifesté par toutes les délégations participant à la Convention a vraiment montré à quel point les peuples autochtones peuvent apporter leur contribution. D'autant plus que les peuples autochtones, y compris dans l'Arctique, sont parfois les plus touchés par les effets des contaminations dues au mercure.

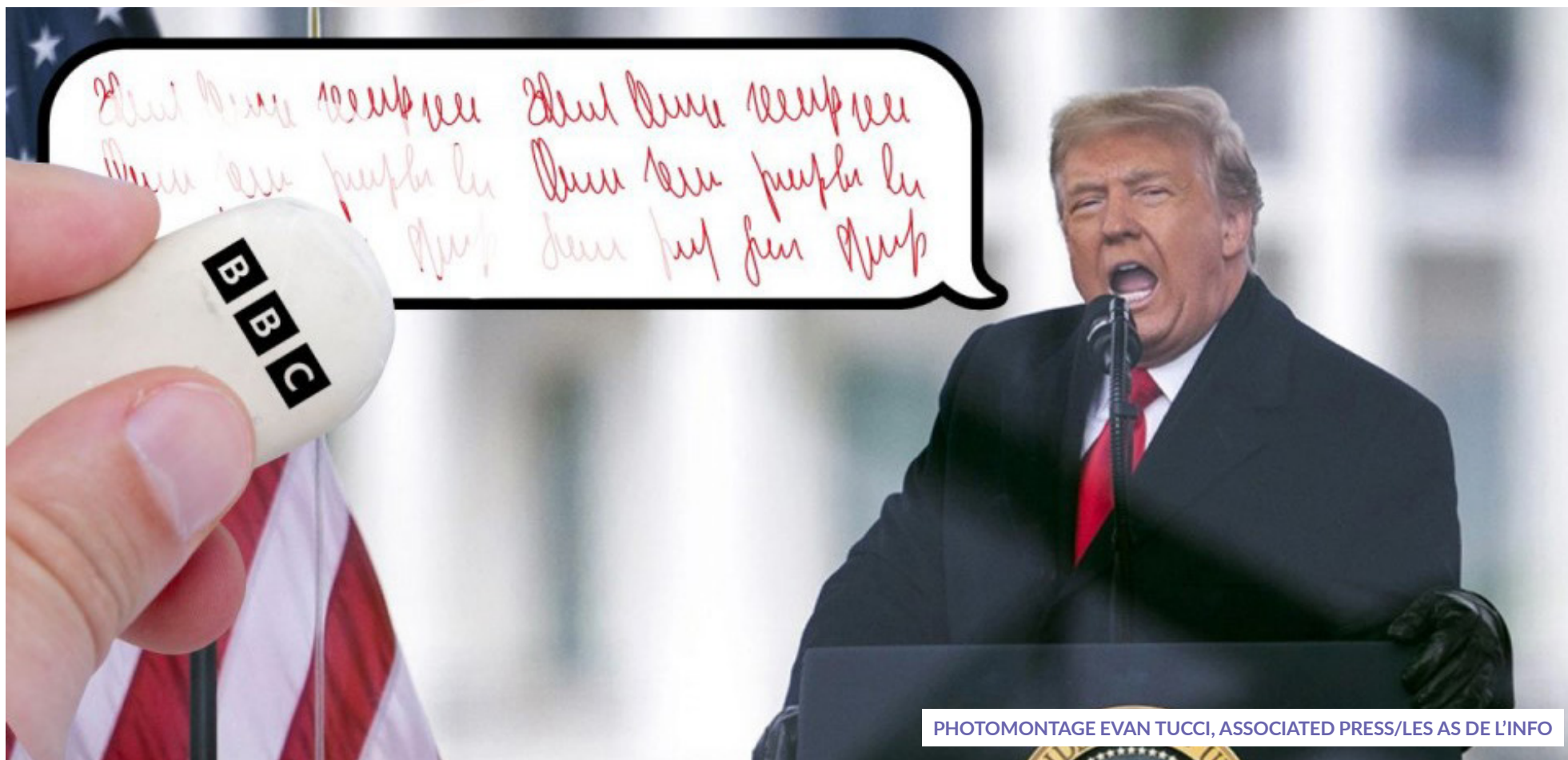
La septième Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure se tiendra à Genève du 14 au 18 juin 2027.



📷 Courtoisie IISD-ENB

Pour Alison Dickson, gestionnaire, Substances organiques et métaux à Environnement et Changement climatique Canada et cheffe de la délégation canadienne, des progrès ont été réalisés sur certaines questions importantes.

L'Aiglon, 21 novembre 2025

LES **AS** DE L'INFO

PHOTOMONTAGE EVAN TUCCI, ASSOCIATED PRESS/LES AS DE L'INFO

Un média accusé d'avoir déformé un discours de Trump

La BBC, au Royaume-Uni, est dans la tourmente pour avoir volontairement modifié la vidéo d'un discours de Donald Trump. Ce montage trompeur lui fait dire des choses qu'il n'a pas dites. Le président américain menace de poursuivre la BBC pour 5 milliards de dollars américains. C'est grave. On t'explique pourquoi.

CAROLINE BOUFFARD

De quoi est accusée la BBC?

La British Broadcasting Corporation (BBC) est le grand média public du Royaume-Uni. C'est l'équivalent de Radio-Canada : les émissions de télé ou de radio de la BBC sont produites avec l'argent des citoyens, à travers les impôts.

Le problème : la BBC est accusée d'avoir mis bout à bout des extraits vidéos d'un vieux discours de Donald Trump pour le faire mal paraître. Ce montage a été dif-

fusé à l'automne 2024, juste avant les élections américaines.

Dans le montage, on voit Trump prononcer un discours, le 6 janvier 2021. Il dit :

« Nous allons marcher vers le Capitole.

Et je serai avec vous. Et nous allons nous battre comme des diables ! »

Quand on écoute les propos de Trump dans le montage de la BBC, on a l'impression qu'il a directement provoqué cette attaque.

Mais en réalité, ce n'est pas ce qu'il a dit. Donald Trump a bien prononcé toutes ces paroles pendant son discours. Mais pas une à la suite de l'autre. En fait, il se passe

54 minutes entre le moment où il dit « Nous allons marcher vers le Capitole » et celui où il dit « Et nous allons nous battre comme des diables ! »

Deux démissions et une menace de poursuite

Lorsque ça s'est su, deux personnes très haut placées à la BBC ont donné leur démission. Le 10 novembre, le grand patron s'est excusé. De son côté, Donald Trump menace de poursuivre la BBC pour 5 milliards de dollars américains.

Pourquoi c'est grave?

Les médias d'information jouent un rôle très important dans la société. On dit même qu'ils sont le « quatrième pouvoir ». Ils informent les citoyens sur ce que font les dirigeants et surveillent s'ils respectent leurs promesses et les lois. Pour jouer ce rôle, ils doivent être honnêtes et fiables.

Mais en manipulant les propos de Donald Trump, la BBC n'a pas été honnête. C'est aussi grave parce que ça affecte la crédibilité de tous les journalistes. Déjà que Donald Trump n'aime pas beaucoup les médias d'information. Il les surnomme les *fake news medias* (les médias de fausses nouvelles). Cette grosse erreur de la BBC lui donne une raison de plus pour critiquer la presse.

C'est TOUJOURS interdit de modifier les paroles de quelqu'un?

Non. Quand les journalistes interviewent quelqu'un ou rapportent ses paroles, il arrive qu'ils modifient UN PEU ce qu'il dit. Mais ils le font pour clarifier le propos ou pour réduire la longueur de la réponse. Mais on ne doit jamais déformer les paroles des gens qu'on cite. Le sens doit être respecté. C'est une règle très importante en journalisme.

Le Capitole, c'est le bâtiment qui abrite le Congrès, là où travaillent les élus américains. Après son discours, le Capitole a été envahi par la foule en colère. Plus de 2000 partisans de Donald Trump sont entrés de force. Malheureusement, il y a eu cinq morts.



LES AS DE L'INFO



POUR OU CONTRE les spectacles de dauphins?

As-tu déjà vu un spectacle de dauphins lors d'un voyage dans le Sud? C'est très impressionnant! Ce sont de véritables acrobates. En plus, ils sont vraiment futés! Par contre, les épaulards, les bélugas et les phoques qui font des pirouettes pour les humains n'ont pas choisi de le faire. Il y a de plus en plus de gens qui croient qu'on devrait libérer ces animaux et ne plus offrir ce genre de spectacle. Au Canada, une loi les interdit depuis 2019. Tu en penses quoi, toi? Es-tu POUR ou CONTRE les spectacles de mammifères marins?

CAROLINE BOUFFARD



Les arguments POUR

C'est beau!

C'est une forme d'art, comme le cirque. Ça nous fait vivre plein d'émotions: surprise, émerveillement, bonheur. Les numéros sont le résultat de beaucoup de travail et de talents. C'est une belle démonstration de la relation humain-animal. C'est même émouvant parfois. Quand j'avais ton âge, il y avait des spectacles d'otaries à l'Aquarium de Québec. J'ADORAIS ça.

Ça aide à la recherche et à l'éducation

Les mammifères marins des parcs aquatiques sont en contact tous les jours avec une équipe de spécialistes. Elle les soigne, les nourrit, les entraîne. Grâce aux observations de ces équipes, on en sait plus sur le comportement de ces animaux. Et pour le public, ces spectacles sont une occasion d'apprendre à mieux les connaître.

C'est un refuge pour certains animaux

Certains de ces mammifères étaient malades ou blessés avant d'être accueillis par les parcs aquatiques. Parfois, leur condition ne permet pas de les remettre en liberté. L'aquarium devient leur deuxième



maison. L'aquarium de Clearwater en Floride a adopté quatre dauphins blessés qui font maintenant des spectacles et des tours devant de petits groupes.



Les arguments CONTRE

C'est cruel!

Ces animaux sont enfermés! Certains ont été capturés et séparés de leur famille. Ils se retrouvent dans des petits bassins alors qu'ils nageaient dans l'océan. Certains, comme les dauphins, sont très intelligents.

Leur captivité et les nombreux spectacles devant une foule qui crie et applaudit, ça leur fait vivre beaucoup d'anxiété et de stress.

Ça nuit à leur santé

Les animaux ne sont pas toujours bien traités. Au célèbre parc Marineland, en Ontario, des animaux sont même décédés et il y a eu des enquêtes. C'est une des raisons qui a poussé le gouvernement canadien à interdire ces spectacles. En plus, comme les animaux ne chassent plus pour se nourrir, ils perdent leurs réflexes. Ils

seraient incapables de survivre par eux-mêmes s'ils étaient remis en liberté.

Ça envoie un mauvais message

Les animaux ne doivent pas être capturés pour divertir les humains. Ce ne sont pas des objets. Les humains n'ont pas le droit de faire tout ce qu'ils veulent avec d'autres êtres vivants. STOP 🛑 à ces spectacles!

Et toi, es-tu pour ou contre les spectacles de mammifères marins?

Frantz, une œuvre bouleversante signée François Ozon

Je vous invite à découvrir *Frantz*, disponible gratuitement sur la plateforme **Tubi**. François Ozon signe ici un film d'une grande délicatesse, où le noir et blanc se mêle à quelques touches de couleur pour raconter le deuil, la tendresse et la reconstruction.



Le film comporte de nombreuses scènes en allemand, sous-titrées en anglais.

Marion Perrin

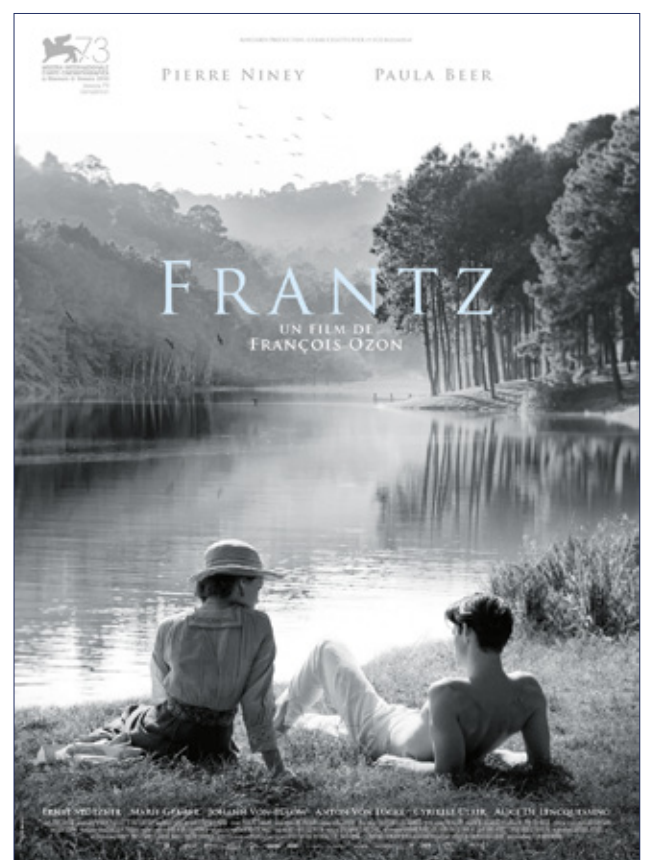
Avec *Frantz*, François Ozon signe sans doute l'une de ses plus belles réalisations, un film d'une délicatesse rare dont le noir et blanc, choisi comme esthétique, amène un aspect poétique et mélancolique à chaque scène. Porté par la présence lumineuse de la révélation Paula Beer et de Pierre Niney, le film revisite avec grâce la pièce de théâtre *L'Homme que j'ai tué* de Maurice Rostand. Présenté à la Mostra de Venise en 2016, *Frantz* a conquis le public et a valu à Paula Beer le prix Marcello-Mastroianni de la meilleure jeune interprète. Le film a également été salué par de nombreuses autres distinctions, dont le César de la meilleure photographie pour son travail visuel en noir et blanc, offrant une image d'une beauté douce et saisissante.

Dans une Allemagne meurtrie après la Grand-Guerre, Anna, une jeune femme en deuil, vient se recueillir chaque jour sur la tombe de Frantz, son fiancé tombé au front. Un jour, elle fait la connaissance troublante d'Adrien, un soldat français ayant survécu à l'horreur des tranchées, venant

lui aussi se recueillir sur la tombe du défunt. Leur rencontre bouleverse l'équilibre fragile de la famille endeuillée : Adrien dit avoir été l'ami de Frantz avant la guerre, et son récit ouvre une brèche de bonheur inattendue dans la douleur d'Anna et de ses beaux-parents. Peu à peu, un lien singulier naît entre la jeune femme allemande et le soldat français, fait de confidences, de douceur, de non-dits, et rapidement, d'amour.

La force de *Frantz* réside d'abord dans le choix artistique du noir et blanc, que François Ozon ponctue de quelques instants en couleurs. Ces éclats visuels viennent souligner les moments de joie, de tendresse et de bonheur qui émergent dans cette famille qui évolue dans une époque profondément marquée par les traumatismes de la Grande Guerre. Ils donnent au film une dimension sensible, où la moindre émotion réchauffe brièvement la froideur du deuil.

Soulignons également la prestation remarquable de Paula Beer, d'une finesse exceptionnelle. Elle incarne une jeune femme meurtrie, habitée par une douceur profonde et une ouverture d'esprit étonnamment avancée pour son époque. À travers ce personnage et la relation complexe tissée avec Adrien, le film met en lumière un thème essentiel : malgré tout ce qui oppose les personnages, des ennemis peuvent devenir des alliés sur le chemin de la reconstruction psychologique.



L'ESSOR DE LA MUSIQUE CLASSIQUE AU MODERNISME

Oscar Aguirre

48

Suivant la tradition musicale de la famille de Jean-Sébastien Bach, son frère Johann Christoph, âgé de 24 ans, travaille comme organiste à l'église Saint-Michel de la ville d'Ohrdruf. En raison du contexte religieux et intellectuel de sa fonction, Johann Christoph a accès aux bibliothèques et centres de documentation de la ville, parmi lesquels l'église Saint-Michel possède l'une des plus importantes collections de partitions de la région de Thuringe. En 1695, les deux frères deviennent orphelins et Christoph accueille Jean-Sébastien chez lui, poursuivant sa formation à l'orgue, aux méthodes de contrepoint et aux styles de la musique classique.

En 1700, Jean-Sébastien Bach entre au gymnasium Saint-Michel de Lüneburg, un établissement d'enseignement équivalent au secondaire au Canada et au lycée en France. Y sont principalement enseignés l'histoire, les mathématiques, la rhétorique, la littérature ainsi que le latin et le grec. Il y étudie jusqu'en 1703. Parallèlement, il se forme à l'orgue, au clavecin et au violon, et rencontre d'autres élèves venus de divers pays européens avec lesquels il découvre les compositeurs de leurs traditions respectives. Pendant les vacances, il séjourne dans des villes dont les églises possèdent certains des meilleurs orgues d'Europe, non seulement par l'amplitude de leur tessiture, mais aussi par la qualité de leur timbre et la résonance des tuyaux projetant le son dans les espaces clos des églises et cathédrales. Parmi ces lieux figure l'église Saint-Nicolas de Hambourg, où officie l'organiste virtuose Vincent Lübeck, avec qui Jean-Sébastien se lie d'amitié. Ensemble, ils partagent et analysent leurs connaissances en composition, en explorant les possibilités des différents claviers de l'orgue qui permettent de créer une polyphonie harmonieuse sans changer de timbre.

En 1703, Jean-Sébastien est diplômé du gymnasium de Lüneburg et commence à travailler comme violoniste dans l'orchestre de chapelle du château du duc Jean Ernest III. Ce château, situé à Weimar, joue un rôle important dans le développement artistique et musical de l'Allemagne depuis le Moyen Âge. La même année, Bach est invité à inaugurer l'orgue de l'église d'Arnstadt, en Thuringe, ce qui lui donne l'occasion de faire entendre ses propres œuvres pour orgue destinées aux chœurs luthériens. Parmi celles-ci figure *Allein Gott in der Höh sei Ehr* (*Gloire à Dieu au plus haut des cieux*), écrite dans un style inspiré du chant grégorien, mais traité de manière polyphonique.

Les œuvres présentées dans cette rubrique sont diffusées sur les ondes du CIVR 103,5 FM les mercredis à 21 h et jeudis à 19 h ainsi que sur mediastenois.ca.